

Réforme du marché du travail, inégalités de revenus et croissance économique en Chine

Ming LU* et Hong GAO**

Résumé. *Après «l'ouverture» du pays en 1978, le mode de développement adopté par la Chine a induit des déséquilibres économiques sur les plans internes et externes, surtout depuis la réforme du marché du travail au milieu des années 1990, et l'exode rural qui a suivi. L'avantage comparatif de la Chine tient à ses faibles coûts du travail, mais sa forte dépendance des exportations et les inégalités de revenus ont rendu sa croissance vulnérable face à la crise économique de 2008. Pour soutenir sa croissance économique, la Chine doit adapter ses stratégies de réforme et de développement, afin de promouvoir l'égalité des revenus et la consommation intérieure. La loi sur le contrat de travail, en vigueur depuis 2008, pourrait marquer une évolution institutionnelle dans la bonne direction.*

Les économies ouvertes, y compris la Chine, souffrent de la crise des prêts hypothécaires à haut risque (subprimes), qui a débuté en août 2007 et résulte essentiellement des habitudes de consommation et d'épargne des particuliers, et des déséquilibres commerciaux qui en découlent, notamment entre la Chine et les Etats-Unis. Comparée à la croissance du PIB, la consommation intérieure n'a que faiblement augmenté en Chine durant les trente dernières années, en partie à cause des inégalités croissantes de revenus qui dégradent fortement le ratio consommation/PIB. Le faible niveau de consommation intérieure, joint à

* Université Fudan et Université Zhejiang, courriel: lm@fudan.edu.cn. ** Université Fudan, courriel: gaohongfd@gmail.com.

Le présent article découle d'un document de travail de l'Institut de la Banque asiatique de développement (BASDI) rédigé par les auteurs (voir Lu et Gao, 2009). Les auteurs tiennent à exprimer leur gratitude à la BASDI, au ministère chinois de l'Education (10YJA790126), au Fudan Lab of China Development et au Leading Academic Project de Shanghai (B101) pour le soutien qu'ils ont apporté à cette recherche. Ils remercient également les participants à la conférence du BASDI «Labor Market in the PRC and its Adjustment to Global Financial crisis (Tokyo, 18-19 juin 2009), et notamment M. Ichiro Otani, pour leurs précieux commentaires. Les remerciements des auteurs vont également à Shiqing Jiang pour sa contribution à cette recherche.

Les articles paraissant dans la *Revue internationale du Travail*, de même que les désignations territoriales utilisées, n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le BIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées

une surcapacité de production, a rendu la Chine excessivement dépendante de l'augmentation des exportations pour sa croissance, phénomène aggravé par le faible coût du travail qui fonde l'avantage comparatif des produits chinois.

Depuis le milieu des années 1990, la Chine a pu maintenir ses coûts du travail à un faible niveau grâce à un important exode rural et à la réforme du marché du travail urbain, accompagnant ainsi la redistribution mondiale des industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre vers la Chine. Le taux de dépendance commerciale du pays est trop élevé par rapport aux économies comparables. Grâce au commerce international, un équilibre s'est ainsi formé entre les taux d'épargne élevés en Chine et une consommation excessive aux Etats-Unis. Qui est responsable des coûts du travail relativement bas en Chine? Quelles sont les conséquences du modèle de développement déséquilibré? En quoi la crise économique actuelle représente-t-elle pour la Chine une occasion de rectifier les distorsions de ce mode de croissance? La réponse à ces questions est essentielle pour mieux comprendre les liens entre la réforme du marché du travail, le modèle de croissance chinois et la crise économique, et imaginer des solutions permettant de mieux soutenir la croissance à long terme de la Chine.

Dans la première partie de cet article, nous établissons un lien partiel entre la récente crise économique et la réforme du marché du travail engagée en Chine depuis le milieu des années 1990, puis nous examinons les raisons pour lesquelles la Chine devrait ajuster sa stratégie de développement, et la façon dont elle pourrait s'y prendre. Dans la deuxième partie, nous expliquons les raisons des déséquilibres internes et externes en Chine et l'effet de la crise des subprimes sur l'économie chinoise. Dans la troisième, nous examinons brièvement les événements survenus au milieu des années 1990 en rapport avec la réforme du marché du travail. Dans la quatrième, nous examinons les effets négatifs de cette réforme, notamment sur les inégalités de revenus, et exposons la menace potentielle que ces dernières font peser sur la croissance économique. En conclusion, nous expliquons pourquoi la Chine doit adapter ses stratégies de réforme du marché du travail afin de réduire les inégalités de revenus et de soutenir la croissance économique, notamment pour affronter la crise économique actuelle.

Le modèle chinois de développement et la crise économique mondiale

La crise économique actuelle n'est pas seulement un choc passager pour l'économie chinoise, mais aussi un défi pour son modèle de croissance dans la durée. Depuis le lancement de sa politique d'ouverture en 1978, la Chine a connu une croissance rapide due en large partie à ses faibles coûts du travail, qui expliquent le prix relativement bas de ses produits. Le faible coût du travail est essentiellement soutenu par la réforme du marché du travail et détermine en grande partie la stratégie chinoise de développement, fondée sur les exportations. Toutefois, plusieurs problèmes potentiels découlent du mode de croissance déséquilibré adopté par la Chine durant les trois dernières décennies. Ces problèmes ont été occultés par l'augmentation rapide du PIB due aux exportations, notamment

pendant les années de forte croissance (2001-2007), mais ils ressurgissent dans le sillage de la crise. Ce mode de croissance déséquilibré s'est accompagné d'un processus de libéralisation, et a provoqué un «double déséquilibre», interne et externe¹, qui risque d'entraver la croissance économique durable du pays² si aucun ajustement n'y est apporté.

Le déséquilibre interne, qui se reflète dans la part décroissante de la consommation par rapport au PIB et à l'investissement, ainsi que dans le modèle de croissance axé sur les exportations, est fondamentalement lié aux inégalités croissantes de revenus. Comme l'illustre la figure 1, le coefficient de Gini a augmenté de 1980 à 2002 au plan national, atteignant environ 0,45 en 2002. Bien que ce coefficient soit plus faible si l'on tient compte du facteur d'ajustement du coût de la vie, il conserve cependant une tendance ascendante positive. Selon les estimations récentes de Li (2008), le coefficient de Gini était d'environ 0,48 en 2007 au niveau national³. Les inégalités de revenus en milieu rural et urbain, mesurées par le même coefficient, ont également poursuivi leur progression (figure 1). Il convient de noter que, dans l'ensemble du pays, les fluctuations des inégalités de revenus, notamment la baisse constatée vers le milieu des années 1980 et 1990, résultent de la diminution des écarts de revenus entre les milieux urbain et rural (figure 2).

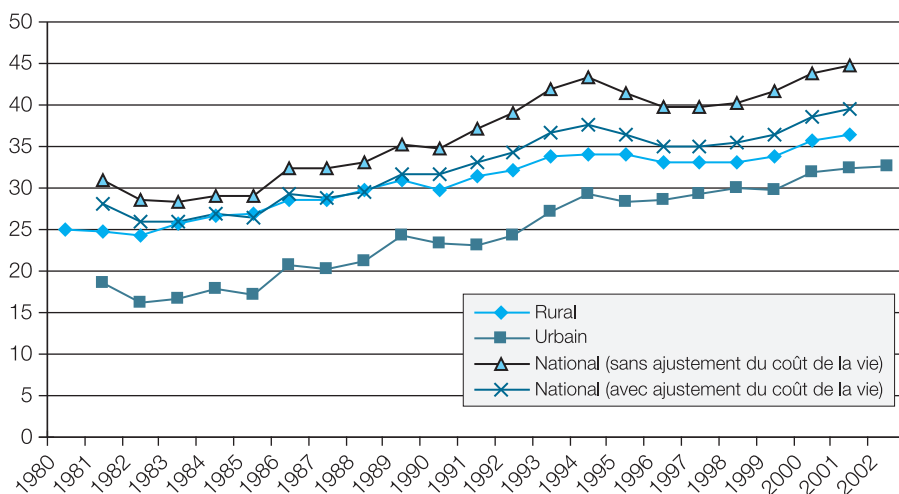
Le creusement des inégalités de revenus est lourd de conséquences et préjudiciable à la croissance économique. Tout d'abord, lorsqu'elles se creusent, la consommation intérieure peut ralentir, puisque le taux marginal de consommation a alors tendance à diminuer. Les riches situés à l'extrémité supérieure de l'échelle des revenus économisent davantage. Quant aux pauvres situés à l'extrémité inférieure de l'échelle des revenus, notamment ceux qui subissent une augmentation du risque à cause de la libéralisation, ils ont également tendance à épargner plus. Tous – riches comme pauvres – économisant, le taux d'épargne des ménages est plus élevé en Chine que dans les autres pays. Ravallion (1998) confirme que les inégalités initiales de patrimoine nuisent significativement à la

¹ Mundell (1962) emploie les termes de déséquilibre «interne» et «externe» pour désigner respectivement le déséquilibre sur le marché intérieur, et l'écart entre l'épargne et l'investissement. Dans cet article, nous employons l'expression «déséquilibre interne» pour désigner la croissance relativement lente de la consommation, partiellement due aux inégalités croissantes de revenus. Par ailleurs, nous employons l'expression «déséquilibre externe» pour désigner le développement du commerce international, en particulier la balance commerciale nette, qui se traduit par une très forte augmentation des réserves de devises et explique le déséquilibre international entre la Chine et les États-Unis.

² Nous soutenons dans cet article que la croissance économique durable en Chine pourrait être doublement compromise par le creusement des inégalités de revenus. Tout d'abord, concernant la demande, la hausse des écarts de revenus pourrait nuire à la croissance en affaiblissant la demande intérieure, le taux marginal de consommation ayant alors tendance à régresser. Deuxièmement, s'agissant de l'offre, Wan, Lu et Chen (2006) constatent que l'inégalité a un fort impact négatif sur les investissements physiques, et qu'elle a une influence positive, quoique faible, sur le capital humain. L'effet net des inégalités de revenus sur la croissance économique est donc négatif, à court ou à long terme.

³ On notera que le marché chinois a connu une forte progression des immobilisations en 2007, de sorte que les estimations du coefficient de Gini présentées ici pourraient être anormalement élevées.

Figure 1. Coefficient de Gini de la Chine, 1980-2002

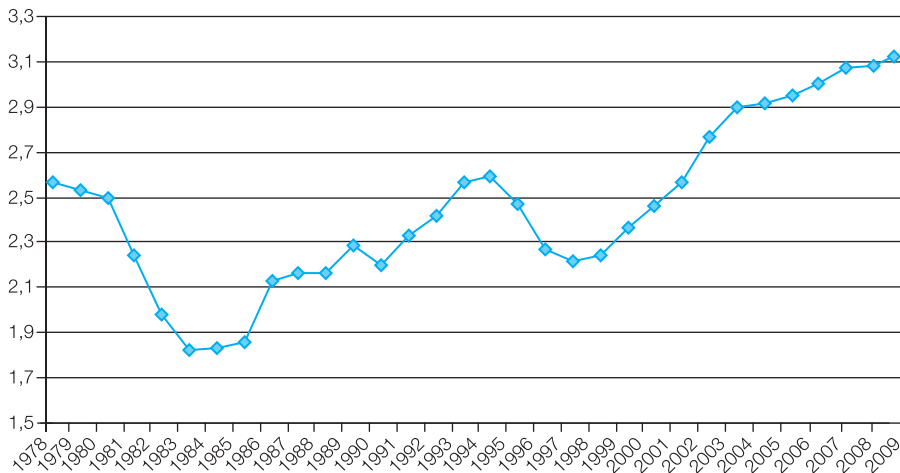


Source: Ravallion et Chen (2007).

croissance, en ce qui concerne tant la consommation des ménages que le taux de croissance de la consommation moyenne nationale. Yang et Zhu (2007) mettent en évidence comment la consommation a été freinée en amplifiant l'inégalité de revenus. Selon Chen, Lu et Zhong (2010), par rapport aux citoyens, on constate chez les travailleurs migrants venus des campagnes (qui ont de faibles revenus et sont plus confrontés à la discrimination systémique dans les villes) une propension moyenne et marginale à consommer moins marquée, ce qui explique aussi la relation entre les inégalités et la faible croissance de la consommation.

La figure 3 présente la part de la consommation privée qui a considérablement chuté dans le PIB de 1978 à 2007; située à 48,79 pour cent en 1978, elle n'a cessé de reculer depuis lors, tombant à environ 35,45 pour cent en 2007 et 35,11 en 2009. Le niveau relativement élevé des investissements publics ne suffit pas à compenser cette baisse continue, ce qui ralentit la croissance de la demande intérieure globale. Il convient de noter que la croissance élevée du PIB en Chine a largement été soutenue par une forte augmentation des investissements, y compris l'investissement public. A court terme, les investissements font augmenter la demande intérieure, mais, à moyen et long termes, il en résulte une surcapacité de production qui doit être absorbée par la demande extérieure. Compte tenu des caractéristiques de la production intérieure brute, de la faible demande intérieure et de la surcapacité de production, une balance commerciale excédentaire constitue pour la Chine le seul moyen de maintenir un niveau élevé de croissance du PIB. La figure 3 illustre la tendance haussière du ratio investissements/PIB. La faible demande intérieure, couplée à la forte capacité de production des entreprises chinoises, a provoqué une augmentation sans précédent

Figure 2. Ecart salarial entre les milieux urbain et rural (ratio), 1978-2009



Note: le ratio représente le revenu annuel disponible par personne d'un ménage urbain, par rapport au revenu annuel net par personne d'un ménage rural. Les revenus urbain et rural ont été réduits en fonction des indices des prix à la consommation (IPC) en milieu urbain et rural, respectivement, sauf pour les périodes 1978-1984 et 1986-1989, l'IPC n'étant pas disponible pour ces années.

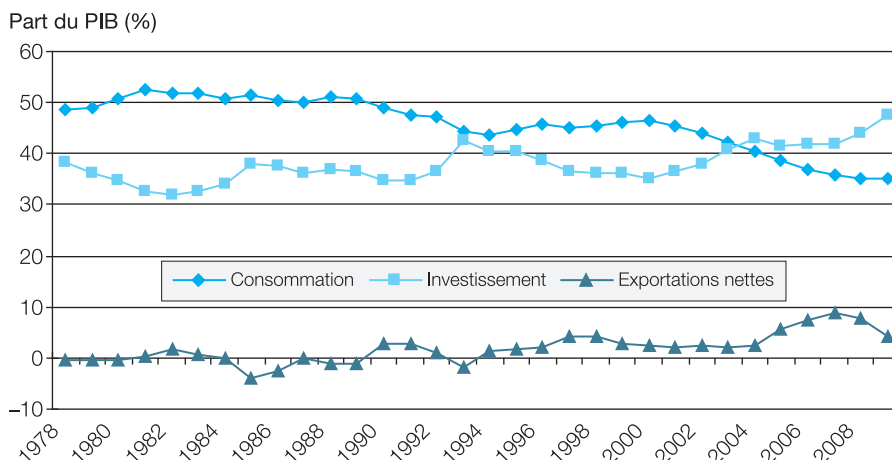
Source: *China Statistical Yearbook 2010* et calculs des auteurs.

des exportations. Les statistiques donnent également à penser que, par rapport aux économies semblables, le ratio de dépendance commerciale (c'est-à-dire la somme des exportations et des importations, rapportée au PIB) est particulièrement élevé en Chine, ce qui contredit la règle générale voulant que ce ratio soit généralement plus faible dans les grandes économies. En Chine, il a atteint 66,30 pour cent en 2007⁴, par rapport à 20-30 pour cent dans les économies comparables.

Compte tenu du système de change des devises étrangères existant actuellement en Chine, la quasi-totalité des excédents commerciaux, les entrées de capitaux liés à l'investissement direct étranger (IDE) et les virements en provenance de l'étranger doivent être convertis en yuan dans le système bancaire. Ensuite, la banque change les devises étrangères par l'intermédiaire du système chinois de marché des devises. Les achats et les ventes de devises sur ce marché déterminent le taux de change du yuan. En général, la Banque centrale achète presque toutes les devises étrangères, afin de stabiliser le taux de change et doit donc émettre des yuan. Cette augmentation des liquidités, notamment celles qui résultent des excédents du commerce international, est l'une des raisons expliquant l'inflation élevée et le dérèglement du marché des capitaux survenus avant que la crise ne frappe l'économie chinoise à l'automne 2008. Aujourd'hui, c'est aussi une des raisons de l'inflation élevée en Chine.

⁴ Calculs des auteurs basés sur des données du Bureau national de la statistique, *China Statistical Abstract 2008*.

Figure 3. Consommation des ménages, investissements et exportations nettes, 1978-2009



Note: le PIB est calculé par la méthode des décaissements. Les investissements comprennent les inventaires.

Source: *China Statistical Yearbook 2010* et calculs des auteurs.

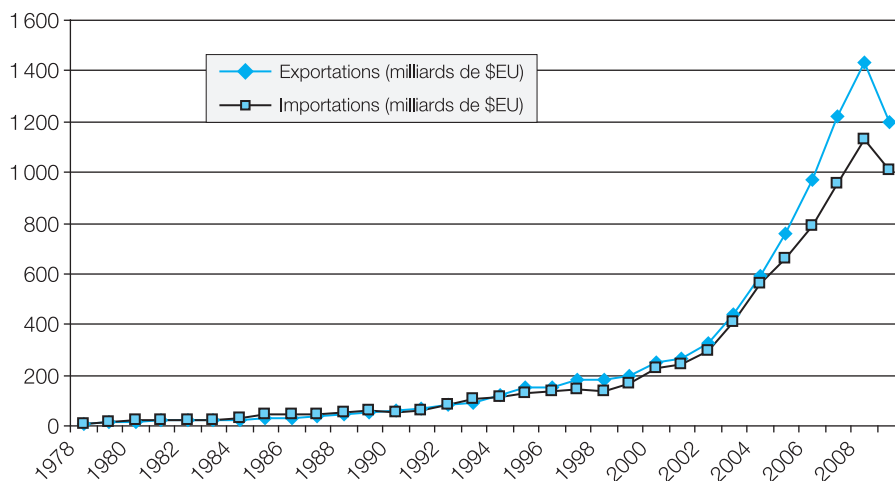
Par ailleurs, les profondes inégalités de revenus caractérisent aussi le modèle de croissance de l'économie chinoise, largement tributaire des faibles coûts du travail, qui peut s'expliquer par trois facteurs liés au marché du travail. Le premier est l'afflux massif de main-d'œuvre rurale dans les villes depuis le milieu des années 1990; ce processus d'urbanisation répondait aux impératifs de la mondialisation et du transfert des industries à haute intensité de main-d'œuvre des pays développés vers la Chine. Les restrictions à la migration des résidents ruraux vers les villes ont été assouplies au milieu des années 1980, mais les grands flux migratoires en provenance des campagnes ne sont apparus que vers le milieu des années 1990. De 1994 à 2004, les travailleurs migrants n'ont bénéficié que de hausses salariales limitées⁵. Deuxièmement, un très grand nombre de travailleurs ont été licenciés par les entreprises publiques lors de la réforme du marché du travail, de 1996 à 2000, ce qui a accru la concurrence sur ce marché et a exercé une pression à la baisse sur les salaires. Enfin, le faible coût du travail s'explique également par la faible protection des travailleurs, notamment les migrants et ceux qui ont été licenciés par les entreprises publiques. De nombreux travailleurs du secteur privé n'avaient pas de contrat de travail formel avec leur employeur; ils ne bénéficiaient donc d'aucune sécurité sociale, ce qui réduisait davantage les coûts salariaux. La décentralisation fiscale et la concurrence entre les gouvernements locaux sont en partie responsables des lacunes du régime de protection des travailleurs, parce que les gouvernements locaux se préoccupent

⁵ Cela est cohérent avec la théorie de l'économie duale (Lewis, 1954), selon laquelle les économies en développement qui connaissent des phénomènes d'urbanisation et d'industrialisation passent par une phase d'«offre de travail illimitée» associée à une croissance salariale limitée.

d'abord de la croissance économique à court terme en attirant les investissements nationaux et étrangers, et négligent les intérêts des travailleurs. Par conséquent, la juxtaposition des phénomènes d'urbanisation et de mondialisation a altéré le rapport de forces sur le marché de l'emploi au détriment des travailleurs, parce que les capitaux sont très mobiles aux niveaux national et régional, tandis que l'offre de travail est suffisante et que la main-d'œuvre est moins mobile que le capital. C'est la raison fondamentale pour laquelle la part des revenus du travail dans le revenu national a diminué depuis 1996, comme nous le verrons ci-après.

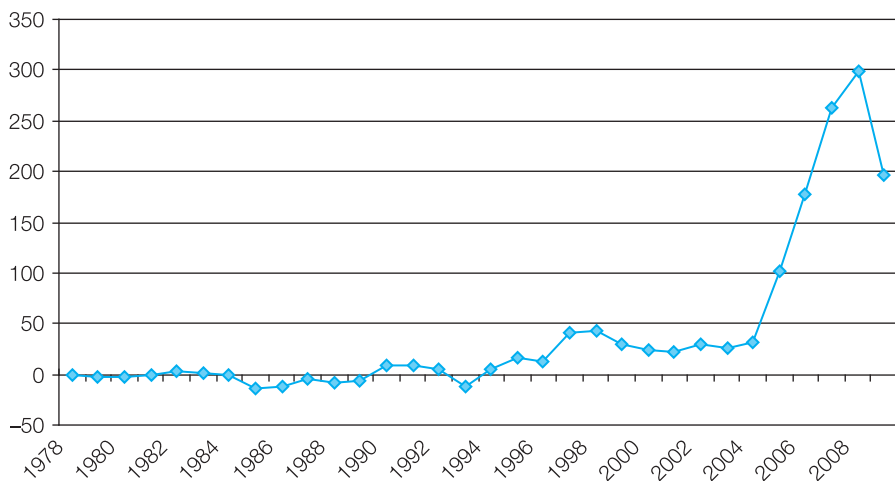
En raison de son modèle de croissance déséquilibré, l'économie chinoise connaît également des déséquilibres externes, ces derniers sont associés aux faibles coûts du travail, phénomène qui ne s'est vraiment matérialisé qu'au milieu des années 1990. Le faible coût de la main-d'œuvre et la sous-évaluation du yuan depuis 1994 confèrent un avantage comparatif aux produits chinois sur les marchés étrangers, ce qui a entraîné l'augmentation des exportations et a permis à la Chine d'engranger d'énormes réserves de devises étrangères. Selon les estimations de l'entreprise de services financiers Morgan Stanley et de la revue *The Economist* (2007), les salaires des travailleurs chinois ont augmenté de 2000 à 2006, mais les gains de productivité du travail ont été largement plus forts durant cette période; par conséquent, le coût unitaire réel du travail a considérablement diminué. En outre, plusieurs études empiriques convergentes utilisant la grille d'analyse de Heckscher-Ohlin confirment l'avantage comparatif de la Chine en matière d'exportations, notamment de produits à forte intensité de main-d'œuvre. S'appuyant sur les données du commerce international chinois et du commerce mondial, Yue et Hua (2002) ont ainsi élaboré un indice de l'avantage comparatif révélé (ACR) des produits chinois. Leurs calculs confirment la profonde évolution de l'avantage comparatif de la Chine de 1980 à 2000; auparavant fondé sur les produits à forte teneur en ressources, il l'est maintenant essentiellement sur les produits à forte intensité de main-d'œuvre, une tendance renforcée par le commerce international. Grâce à ce glissement, l'augmentation des exportations chinoises a été énorme (figure 4). Les importations ont également augmenté durant cette période, mais dans une moindre mesure. On peut constater à la figure 5 que la balance commerciale nette est restée à peu près neutre avant 1994, mais que les exportations ont systématiquement dépassé les importations depuis lors. En conséquence, les réserves de devises ont également augmenté constamment depuis 1994, surtout ces dernières années (figure 6). En mars 2011, elles ont atteint 3 044 674 milliards de dollars des Etats-Unis (ci-après dollars), soit environ la moitié de son PIB global. Bien que les entrepreneurs chinois prétendent que leurs produits exportés sont bon marché principalement en raison des faibles coûts du travail et d'une productivité élevée, on a également observé une augmentation des différends commerciaux internationaux entre la Chine et d'autres pays. Selon Stevenson (2007a et 2007b), la Chine se situe au premier rang de tous les pays visés par des enquêtes antidumping: durant la première moitié de l'année 2007, pas moins de dix-huit enquêtes antidumping étaient en cours contre la Chine, soit 30 pour cent de toutes les enquêtes de

Figure 4. Exportations et importations, 1978-2009



Sources: China Statistical Abstract 2008, China Statistical Abstract 2010.

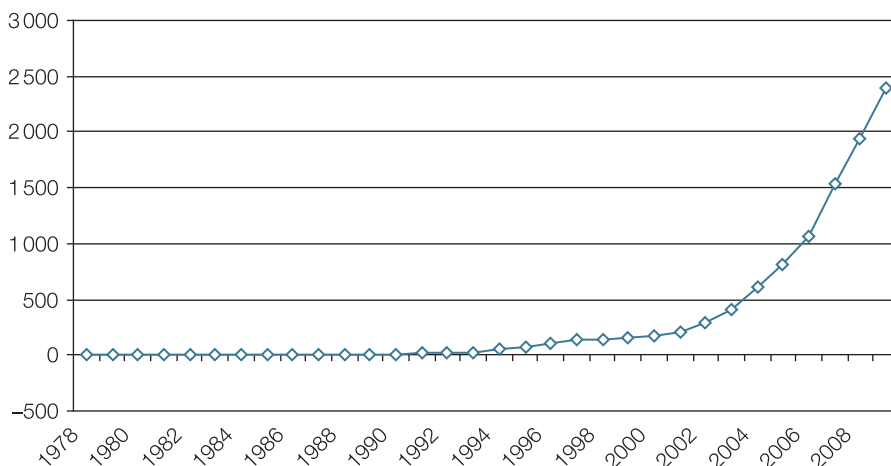
Figure 5. Exportations nettes, 1978-2009 (milliards de \$EU)



Sources: China Statistical Abstract 2008, China Statistical Abstract 2010.

ce genre menées dans le monde. En outre, l'augmentation rapide des réserves de devises étrangères est également responsable de la détention d'actifs américains par la Chine. A la fin de décembre 2008, la branche de la Banque populaire de Chine responsable de la gestion des devises étrangères (State Administration of Foreign Exchange) gérait près de 2,1 trillions de dollars, soit 1,95 trillion de dollars en réserves officielles, et 108 à 158 trillions de dollars sous forme «d'autres

Figure 6. Réserves de devises étrangères, 1978-2009 (milliards de \$EU)



Sources: *China Statistical Yearbook 2010*, Bureau national de la statistique.

actifs étrangers». Les banques publiques chinoises et la China Investment Corporation (Fonds souverains chinois) gèrent ensemble environ 250 000 milliards de dollars supplémentaires. Cela porte à plus de 2,3 trillions de dollars le total des actifs étrangers détenus par la Chine, soit plus de 50 pour cent de son produit intérieur brut, ou environ 2 000 dollars par habitant (Setser et Pandey, 2009).

Ces distorsions internes et externes et le déséquilibre international entre la Chine et les Etats-Unis pourraient rester relativement supportables tant que la productivité du travail aux Etats-Unis continue de s'améliorer. Le taux d'épargne a commencé à décliner aux Etats-Unis au milieu des années 1980, lorsque le pays s'est affirmé comme le leader mondial des innovations technologiques. La productivité du travail y a augmenté plus rapidement après 1995, et une productivité élevée a été un moteur essentiel de la croissance du pays. Elle a, en outre, contribué à la croissance des salaires. Lorsque les travailleurs anticipent une augmentation à venir de leurs revenus, ils empruntent pour consommer immédiatement, ce qui lisse les fluctuations de la consommation et maximise l'utilité sur la durée⁶. Le marché très développé des capitaux aux Etats-Unis a encore

⁶ La baisse des taux d'épargne aux Etats-Unis s'est accompagnée d'un creusement des inégalités de revenus personnels, soit un mouvement apparemment inverse de ce qui s'est passé en Chine. Cependant, contrairement aux Etats-Unis, le facteur important en Chine est l'inégalité fonctionnelle. L'épargne actuellement constituée se transformera un jour en investissements, et les rendements de ces placements constitueront ensuite des revenus d'investissement. Toutefois, l'épargne étant essentiellement accumulée par le gouvernement et les entreprises, ce sont surtout les riches qui en profitent. Le marché financier est moins développé en Chine, et il n'existe que peu de circuits permettant aux pauvres d'investir et de tirer des revenus de leur capital. En outre, les sociétés chinoises accordent rarement des bonus; par conséquent, les rendements de l'épargne profitent surtout aux riches, ce qui creuse encore plus les inégalités de revenus et ralentit la croissance de la consommation intérieure.

encouragé cette tendance. Les pays industrialisés, ainsi que la Chine, ont accumulé d'énormes excédents commerciaux avec les Etats-Unis depuis le milieu des années 1990, et leurs achats d'obligations et d'autres actifs américains ont contribué à l'appréciation de ces actifs. Tous ces pays, y compris la Chine, ont ainsi bénéficié de la croissance rapide de l'économie américaine. Ce déséquilibre cache toutefois une menace réelle: y a-t-il corrélation entre l'appréciation des actifs américains et l'augmentation réelle de la productivité aux Etats-Unis? Si cette dernière poursuit une courbe ascendante, la détention d'actifs américains générerait des rendements élevés, et l'économie financière ne serait pas sérieusement dissociée de l'économie réelle. Dans le cas inverse, les risques s'aggravent et certains ajustements pourraient s'avérer nécessaires. En ce sens, la crise de 2008 représente pour la Chine un mécanisme d'ajustement structurel dont elle devrait profiter pour modifier sa politique interne, afin de réduire sa dépendance à l'égard des exportations et soutenir la demande intérieure. Comme le reflète les figures 4 et 5, les exportations, les importations et les exportations nettes ont toutes diminué de façon significative en 2009.

La crise économique a également entraîné une hausse du chômage. Le 10 mars 2009, au cours d'une conférence de presse, lors de la deuxième session du 11^e Congrès national du peuple, M. Yin, ministre des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, a déclaré la situation de l'emploi «déconcertante». Tout d'abord, le nombre de nouveaux emplois en milieu urbain a diminué de façon spectaculaire et le taux de chômage urbain a augmenté. Deuxièmement, beaucoup de travailleurs migrants ont perdu leur emploi et il leur est devenu plus difficile de trouver un nouveau travail. Depuis septembre 2008, l'emploi a subi plusieurs chocs, notamment dans le secteur manufacturier orienté vers l'exportation, dans les deltas de la Pearl River et du Yangzi Jiang. De nombreuses usines ont dû fermer leurs portes, et celles qui ont réussi à survivre ont dû réduire leur personnel ou ont demandé à leurs travailleurs de prendre de «longues vacances». La plupart des salariés de ces usines étaient des travailleurs migrants (*mingong*) originaires des zones rurales continentales. Beaucoup ont perdu leur emploi et sont rentrés dans leur ville d'origine dans la seconde moitié de 2008, surtout après le mois de septembre. Selon une enquête publiée par le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, il y avait plus de 130 millions de travailleurs migrants à la fin de 2008, dont 60 pour cent sont rentrés chez eux pour les Fêtes du printemps en 2009, soit 10 pour cent de plus que l'année précédente en 2009. Vingt millions de travailleurs migrants étaient à la recherche d'un nouvel emploi. Par rapport à l'année précédente, le nombre d'entreprises prévoyant d'embaucher durant le mois suivant les Fêtes du printemps a chuté de 12 pour cent, et le nombre total de postes vacants a baissé de 10 pour cent (*China Daily*, 2009). Lors de la réunion annuelle de l'Assemblée populaire nationale en mars, le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale a annoncé qu'environ la moitié des travailleurs migrants étaient rentrés chez eux durant les Fêtes du printemps, dont 80 pour cent sont ensuite retournés en ville; 45 millions d'entre eux ont trouvé un emploi, tandis que 11 millions restaient au chômage. Selon le Bureau national de la statistique, le taux de chômage enregistré en zone

urbaine est passé de 4 pour cent en 2007 à 4,2 pour cent en 2008 et 4,3 pour cent en 2009.

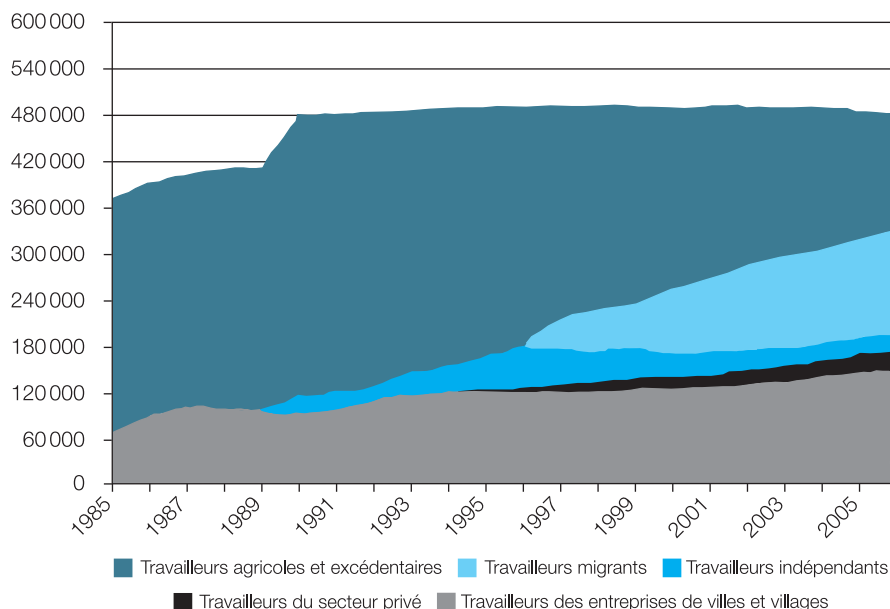
1996: le tournant de la réforme du marché du travail

Comme nous l'avons mentionné dans la partie précédente, la Chine a choisi son modèle de croissance, fondé sur de faibles coûts du travail et une économie tournée vers l'exportation, vers le milieu des années 1990, qui marquent le point de départ d'importants flux migratoires des campagnes vers les villes, des bouleversements du marché du travail et de l'ère du yuan sous-évalué.

Bien que les restrictions à la migration rurale vers les villes aient été progressivement assouplies depuis le milieu des années 1980, les mouvements migratoires sont restés modestes jusqu'au milieu des années 1990. L'accélération significative du nombre de migrants est représentée à la figure 7. Les travailleurs migrants ont graduellement supplanté les travailleurs agricoles dans le cadre du processus d'urbanisation et d'industrialisation. L'afflux de migrants ruraux en milieu urbain y a intensifié la concurrence sur le marché du travail, ce qui a modifié le rapport de forces au détriment des travailleurs et ralenti la progression salariale des citoyens, qui n'a pas suivi les gains de productivité. L'afflux massif de migrants a compressé la croissance des salaires sur le marché du travail en milieu urbain, mais il n'a pas eu d'effet significatif sur le chômage (Liu et Zhao, 2009).

L'autre événement digne d'intérêt est lié à la réforme du marché du travail, qui s'est accélérée à partir de 1996. Avant le lancement des réformes et de la politique d'ouverture en 1978, la Chine avait mis en place un système d'emploi répondant aux besoins de sa stratégie de développement, dite de «rattrapage». Afin de dégager des recettes des entreprises publiques pour les investir dans l'industrie lourde, le gouvernement est intervenu sur le marché du travail en prenant deux mesures caractéristiques d'une économie planifiée: distorsion des coûts du travail et segmentation. D'une part, l'Etat a limité les salaires et confié l'attribution des emplois au ministère du Travail; même s'il existait des écarts de salaires entre les différents secteurs d'activité et les entreprises, ces disparités ne pouvaient être résorbées par la concurrence sur le marché du travail et la réallocation des emplois. D'autre part, en raison de la stratégie de «rattrapage» favorisant l'industrie lourde et exigeant des investissements importants, la demande de main-d'œuvre est restée relativement faible; le gouvernement a donc tenté d'éliminer le chômage par une intervention administrative, ce qui a mené les entreprises chinoises à des situations de sureffectif. La période allant de 1986 – lorsque fut introduit le système de contrat de travail – à 1996 représente la première étape de la réforme du marché du travail urbain, lancée afin de susciter la concurrence entre les entreprises publiques et d'améliorer leur efficacité. L'égalité salariale a été abandonnée en contrepartie d'une meilleure efficacité, grâce au versement de primes et de subventions (Meng et Kidd, 1997). Le gouvernement a progressivement aboli le système de quotas de recrutement dans les entreprises publiques, dorénavant contraintes de s'adapter au libre

Figure 7. Main-d'œuvre rurale, 1985-2006 (en milliers)



Note: les «travailleurs excédentaires» représentent les travailleurs agricoles qui n'ont pas de produit marginal étant donné le ratio élevé travail/terre, mais qui ne peuvent pas trouver un emploi non agricole à cause des restrictions institutionnelles ou autres.

Source: évaluations de Fang Cai et exposé à l'Université Fudan.

marché et tenues responsables de leurs pertes, au prix d'une faillite si nécessaire. Toutefois, seuls les nouveaux arrivants sur le marché du travail ont été touchés durant cette période par l'instauration des mécanismes de libre marché, le recrutement n'étant pas, dans son ensemble, soumis à la loi du marché. En conséquence, la réforme du marché du travail n'a entraîné à ce stade qu'un ajustement progressif de la structure des revenus, un nombre croissant de travailleurs tirant leur revenu d'entreprises privées et de sources non salariales.

La réforme du marché du travail, qui comprenait la mise en place des centres de services de réemploi des travailleurs licenciés des entreprises publiques, a été officiellement lancée à Shanghai en juillet 1996, puis rapidement étendue à l'ensemble du pays en 1997 et 1998. Les travailleurs licenciés des entreprises publiques ont dû quitter leur poste et s'inscrire dans un centre de réemploi⁷. Au tournant du siècle, les entreprises ont acquis une plus grande autonomie en matière d'embauche et d'emploi, étant seulement tenues de verser une indemnité aux salariés qu'elles licencient, ce qui se traduit dans les en-

⁷ Ces travailleurs ont perçu une «rémunération de mise à pied», inférieure au salaire qu'ils touchaient dans leur poste, mais plus élevée que les prestations d'assurance chômage. Ils conservaient toutefois un lien juridique avec leur entreprise, ce qui leur assurait une couverture sociale et leur permettait de souscrire une assurance médicale plus avantageuse que celle offerte aux chômeurs.

treprises publiques par un versement proportionnel aux années de travail effectuées (*naiduan gongling*). Certains des travailleurs licenciés ont trouvé un nouvel emploi (pour beaucoup d'entre eux dans le secteur informel), d'autres sont devenus chômeurs et d'autres encore ont quitté le marché du travail. En outre, les salaires sont fixés librement, en fonction de l'offre et de la demande. Selon Chen, Wan et Lu (2010), des facteurs tels que la formation des travailleurs, leur profession, la région et le secteur d'activité jouent un rôle important dans la fixation des salaires; par ailleurs, on constate une corrélation croissante entre le niveau d'instruction et les inégalités salariales en milieu urbain, ce qui démontre que ce marché fonctionne mieux. La réforme du marché du travail a donc débouché sur une plus forte libéralisation du marché du travail urbain, l'ajustement structurel se faisant essentiellement par la différenciation des statuts d'emploi.

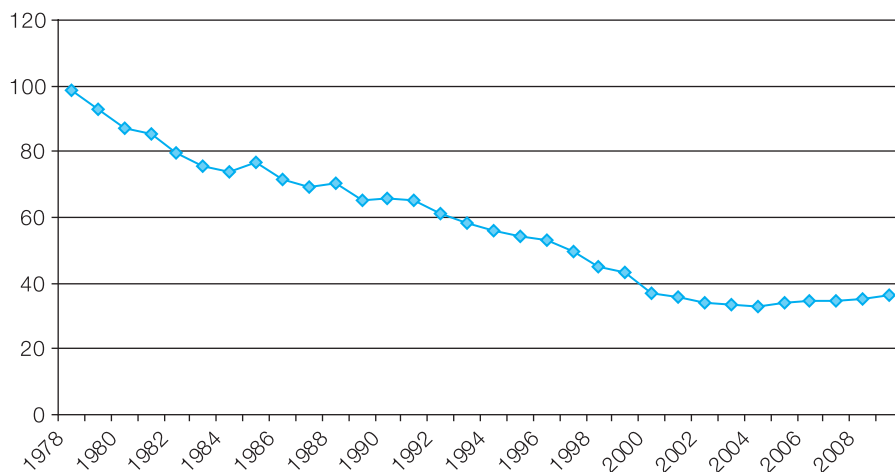
La figure 8 montre l'évolution de la structure des revenus. On peut y constater que le ratio entre la rémunération des travailleurs et le revenu total des citoyens a constamment baissé depuis 1978, les revenus provenant de sources autres que le salaire occupant graduellement une part croissante du revenu total. De multiples facteurs peuvent expliquer cette tendance, par exemple l'informalisation de l'emploi et la diversification des sources de revenus. La figure 9 indique l'évolution du ratio entre le nombre de citoyens salariés et l'emploi total en milieu urbain, qui affiche une courbe descendante, surtout après 1996⁸. Cela implique que l'emploi tend à s'informaliser à mesure que la réforme du marché du travail se généralise. La figure 10 montre la structure de l'emploi urbain en fonction de la propriété des entreprises sur la période 1978-2009; on peut y constater que la part de l'emploi dans les entreprises publiques et les sociétés en nom collectif a régressé, mais qu'elle a considérablement augmenté dans les autres formes d'entreprises, ce qui traduit une diversification de l'emploi, surtout après le milieu des années 1990.

Le taux de chômage enregistré des citoyens a également augmenté après 1997, avec une progression particulièrement rapide de 2001 à 2003 (figure 11)⁹. La figure 12 montre la courbe descendante du taux d'activité, ce qui indique qu'un nombre croissant de personnes a choisi de quitter le marché du travail

⁸ Le concept de citoyen salarié renvoie aux travailleurs répertoriés par le *China Statistical Yearbook*, soit aux travailleurs du secteur formel. Cependant, il existe aussi des travailleurs et des emplois indépendants dans l'économie informelle dans les villes chinoises. Nous employons ce ratio pour identifier la proportion des emplois formels rapportée à l'ensemble des emplois.

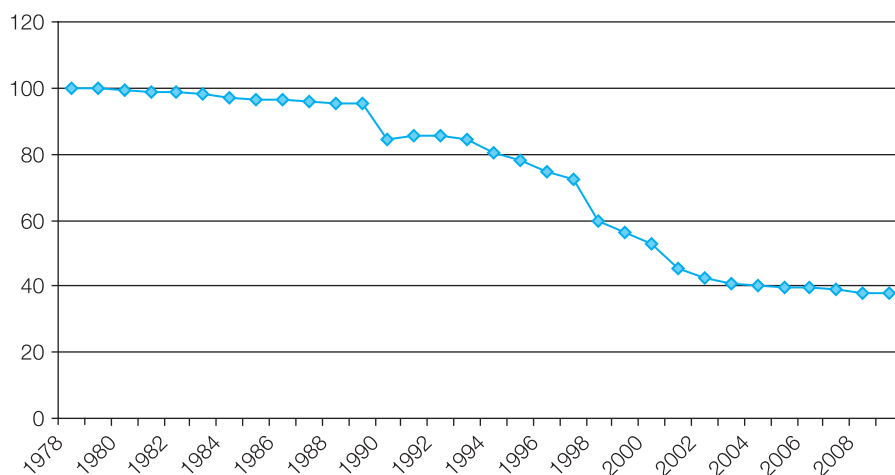
⁹ Les chercheurs critiquent l'indice du «taux de chômage enregistré des citoyens», utilisé dans les statistiques chinoises, car ils le jugent inapproprié. Il présente en effet trois défauts. Tout d'abord, cet indice reflète le taux de chômage *enregistré*, qui diffère du taux de chômage *observé*, utilisé plus fréquemment au niveau international. Deuxièmement, il ne prend en compte que les travailleurs officiellement enregistrés comme résidents urbains, mais ignore la population fluctuante des travailleurs ruraux qui ont migré vers les villes. Troisièmement, et c'est là le principal motif de critique, avant la fusion du double système d'emploi (secteurs public et privé) en 2000-2001, cet indice ne tenait pas compte des travailleurs «mis à pied», qui étaient en fait des chômeurs, et dont le nombre excédait celui des chômeurs «officiels». Par conséquent, cet indice sous-évaluait probablement le taux de chômage réel dans les zones urbaines de la Chine durant les années 1990.

Figure 8. Ratio entre rémunération globale des travailleurs et revenu total des résidents urbains, 1978-2009 (%)



Sources: *China Statistical Yearbook 2010*, *China Statistical Abstract 2010*, Bureau national de la statistique (2010a), et calculs des auteurs.

Figure 9. Ratio entre citoyens salariés et emploi total en milieu urbain, 1978-2009 (%)

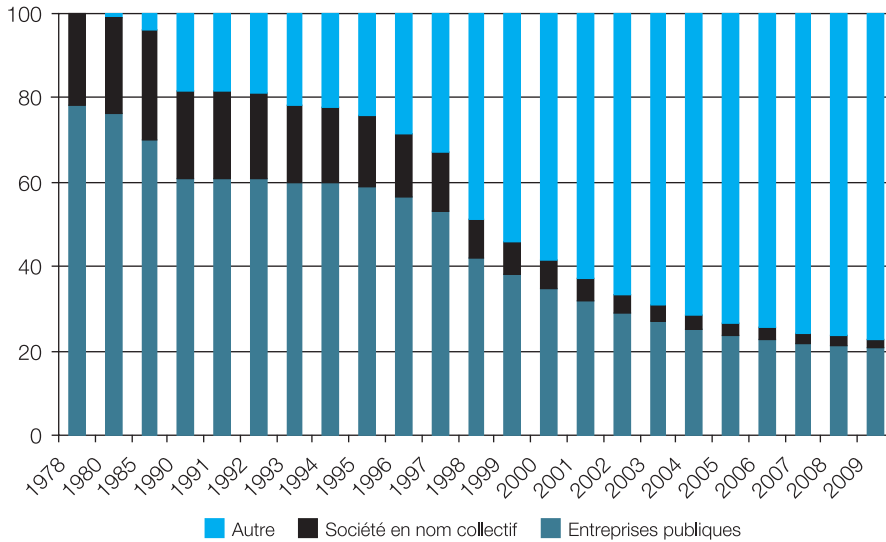


Sources: *China Statistical Yearbook 2010*, Bureau national de la statistique (2010a), et calculs des auteurs.

durant la période des réformes¹⁰. L'analyse ci-dessus nous autorise à conclure que la restructuration du marché de l'emploi induite par la réforme du marché du

¹⁰ Bien qu'il existe d'autres raisons expliquant le déclin du taux d'activité, Cai et Wang (2004) soulignent également qu'il résultait partiellement du fait que certains travailleurs «découragés» avaient quitté le marché du travail.

Figure 10. Structure de l'emploi urbain en fonction de la propriété des entreprises, 1978-2009 (%)



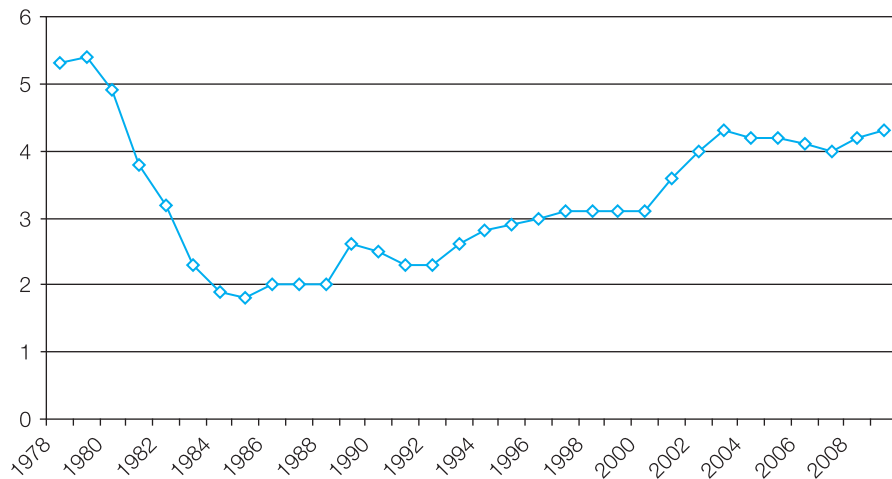
Sources: *China Statistical Yearbook 2010* et Bureau national de la statistique.

travail s'est accélérée après 1997, et a entraîné de profonds changements dans la structure de l'emploi et des revenus.

Outre le fait qu'elle a changé les statuts d'emploi, la réforme du marché du travail intervenue durant les années 1990 a également contribué au creusement des inégalités de revenus entre les travailleurs citadins, notamment des écarts intersectoriels. L'écart entre les secteurs offrant respectivement les salaires moyens les plus et les moins élevés n'était que de 1,66 en 1978 et de 2,26 en 1997, mais il s'est rapidement creusé pour atteindre 4,77 en 2008 (figure 13). De même, le coefficient de Gini a augmenté dans tous les secteurs d'activité, passant de 0,06 en 1978 à 0,10 en 1997, pour atteindre 0,15 en 2008. Or il s'avère que l'année 1996 constitue en fait le point de bascule des inégalités salariales intersectorielles, qui résultent principalement de la réforme radicale du marché du travail; cela s'explique par le fait que, contrairement aux secteurs oligopolistiques comme la finance et les assurances, les secteurs plus concurrentiels, avec un plus grand nombre d'entreprises déficitaires, ont été plus touchés par la réforme, seules les entreprises déficitaires pendant deux années consécutives ayant été autorisées à licencier des salariés durant la réforme du milieu des années 1990 (Chen, Wan et Lu, 2010)¹¹.

¹¹ Le creusement des inégalités salariales entre les différents secteurs d'activité depuis le milieu des années 1990 tient aussi au fait que l'afflux massif de travailleurs migrants au cours de cette période a davantage touché les secteurs connaissant une forte concurrence. Ces secteurs employaient des migrants, car les qualifications exigées n'étaient pas aussi strictes et qu'il était donc plus facile à ceux-ci d'y trouver un emploi.

Figure 11. Taux de chômage enregistré des citoyens, 1978-2009 (%)

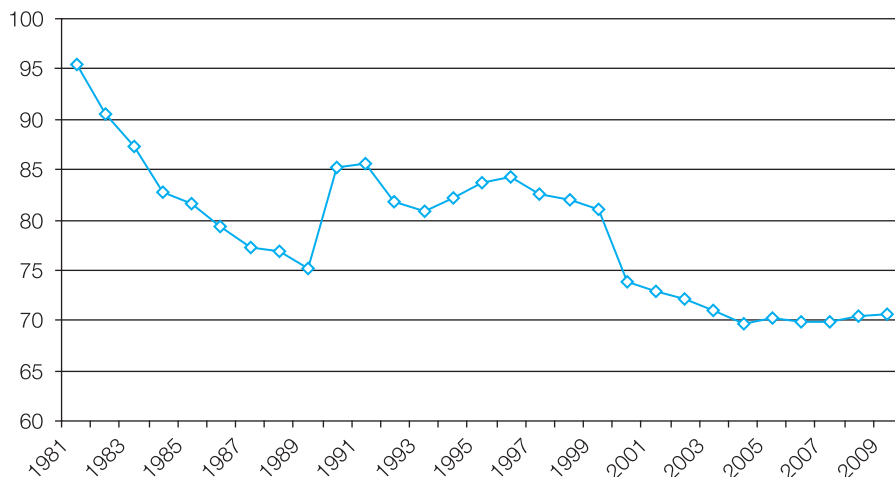


Source: Bureau national de la statistique (2010b).

Les travailleurs chinois ne sont pas suffisamment protégés dans le système actuel. Les syndicats sont censés leur permettre de défendre légalement leurs droits, mais il s'agit en réalité d'organisations inféodées au Parti communiste et au gouvernement, établies par ces derniers dans les entreprises et le secteur public. Dans la première étape de la réforme des entreprises publiques au milieu des années 1990, les dirigeants syndicaux recevaient même des primes dans certaines entreprises, en qualité de membres de l'équipe de direction. Dans les entreprises publiques, les travailleurs n'avaient donc pas d'organisation susceptible de les représenter efficacement lors des négociations salariales. Toutefois, cet état de fait a priori défavorable aux travailleurs a favorisé l'émergence de perspectives positives inattendues, les conditions étant dès lors réunies pour une application sans à-coups de la réforme du marché du travail, à savoir la lente croissance des salaires durant la première étape des réformes et la restructuration des emplois dans la deuxième. Mais cela a aussi contribué au creusement des écarts de revenus dans les villes.

La concurrence interrégionale en Chine est également un facteur important dans le maintien d'une croissance salariale relativement lente; elle est considérée comme un facteur important du succès de la réforme économique (Qian et Weingast, 1997). Lorsque le gouvernement central évalue la performance des gouvernements locaux, il les classe en fonction de leur rendement, et les promotions des fonctionnaires locaux sont tributaires du développement économique local, notamment la croissance du PIB durant leur mandat (Li et Zhou, 2005). Ce système d'évaluation fondé sur la croissance du PIB tend à privilégier les politiques urbaines, puisque ce sont les secteurs secondaires et tertiaires, majoritairement implantés dans les villes, qui tirent la croissance vers le haut. Dans ces conditions, les collectivités locales mettent tout en œuvre pour attirer les

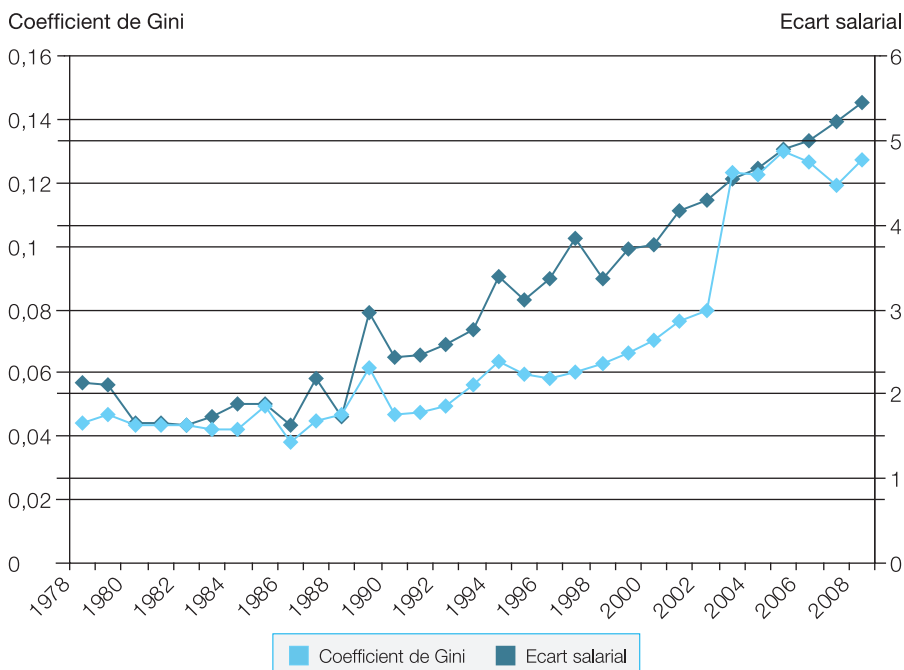
Figure 12. Taux d'activité de la population citadine, 1981-2009 (%)



Note: taux d'activité de la population = (actifs occupés + chômeurs)/population en âge de travailler. La population en âge de travailler est définie comme le nombre de citoyens âgés de 15 à 64 ans. L'augmentation brutale observée en 1990 est due au changement de critères statistiques.

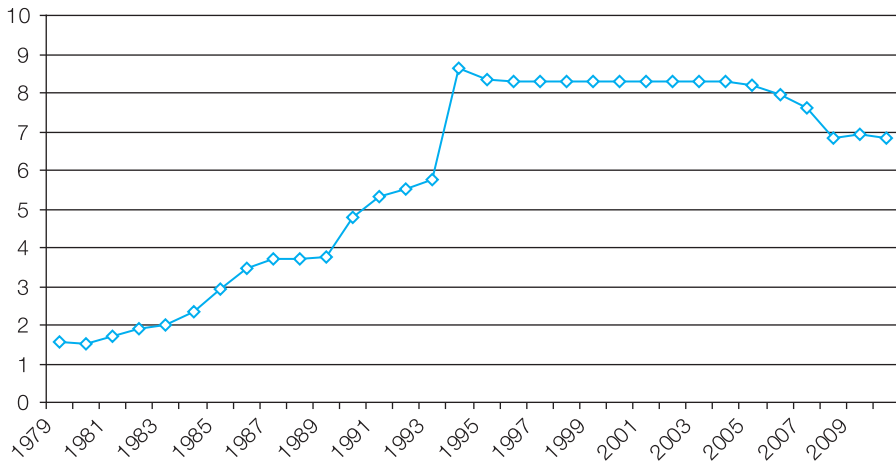
Source: *China Statistical Yearbook 2010* et calculs des auteurs.

Figure 13. Inégalités salariales intersectorielles en Chine, 1978-2008



Sources: *China Statistical Yearbook* (diverses années), Bureau national de la statistique et calculs des auteurs.

Figure 14. Taux de change (CNY-1 \$EU), 1979-2009



Note: les taux de change indiqués ici sont les taux moyens annuels de 1979 à 2007 et, pour 2008, le taux de change à la fin de l'année.

Source: ministère du Commerce (2010).

investissements et, s'il survient un conflit entre les travailleurs et les investisseurs, elles privilégient quelquefois les intérêts de ces derniers, en ignorant le plus souvent les droits des travailleurs. En outre, la décentralisation fiscale et la concurrence interrégionale sont responsables du manque de vision des gouvernements locaux, dont les fonctionnaires font rapport à leur hiérarchie plutôt qu'à la population; ils privilégient donc les politiques ayant un effet immédiat sur la croissance économique, comme les mesures visant à attirer les investissements, plutôt que les politiques bénéfiques à long terme, comme la protection des droits des travailleurs ou la correction des inégalités salariales.

L'exode rural et la concurrence sur le marché de l'emploi sont des causes importantes du faible coût du travail. En outre, la réforme du système de taux de change en 1994 a largement contribué à l'adoption d'un mode de croissance axé sur les exportations. Depuis 1978, année où la réforme et la politique d'ouverture ont été lancées, et avec la libéralisation progressive des échanges, de fortes pressions se sont exercées en faveur de la dévaluation du yuan. Bien que plusieurs correctifs aient été apportés durant cette période, il restait surévalué et il subsistait un énorme fossé entre le taux de change officiel et celui du marché des changes. Ce double système a été aboli en 1994, et le taux de change officiel a été définitivement revu à la baisse, dans des proportions considérables; le taux de change yuan-dollars est ensuite resté stable jusqu'en 2005 (figure 14). La dévaluation du yuan a marqué le point de départ de la stratégie exportatrice de la Chine, et explique l'augmentation considérable des exportations depuis 1994¹².

¹² La modification du taux de change en 1994 représentant une uniformisation du double taux de change, la dévaluation effective du yuan a été inférieure à celle indiquée à la figure 14.

Conséquences de la réforme du marché du travail et des inégalités de revenus

Réforme du marché du travail

La réforme du marché du travail avait pour objectif une meilleure allocation du travail et la création d'incitations à l'intention de la population active. Pour les particuliers toutefois, la réforme du marché du travail a d'abord signifié un changement du statut d'emploi et des niveaux de revenu. De fait, les conséquences de cette réforme sur les revenus ont été différentes d'une étape à l'autre.

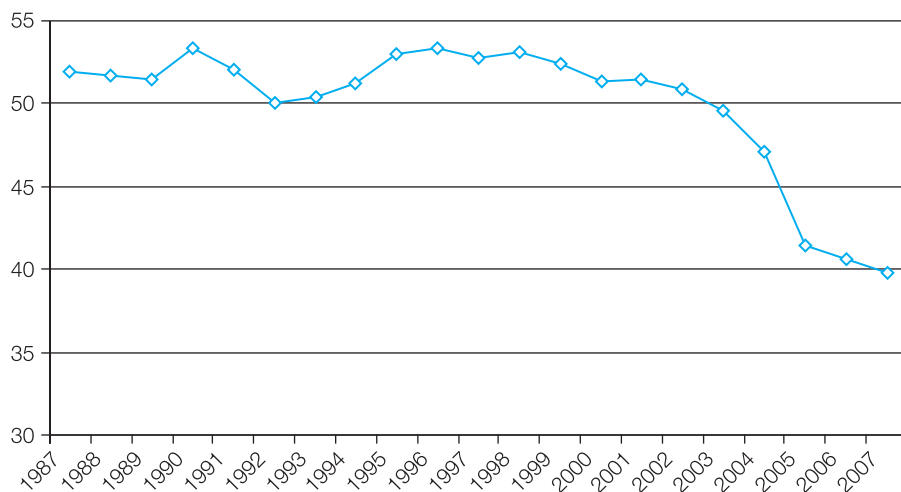
Dans un premier temps (1986-1996), la réforme s'est traduite principalement par un ajustement progressif de la structure de l'emploi et des revenus. La croissance de la production par habitant et les augmentations salariales allaient généralement de pair; avant la restructuration radicale du marché de l'emploi, la plupart des travailleurs bénéficiaient donc à peu près équitablement de la croissance économique. La libéralisation induite par la réforme a accru le taux de rendement du capital humain, qui était biaisé sous le régime d'économie planifiée. De nombreuses études empiriques démontrent que l'avantage lié au niveau d'instruction a constamment augmenté durant le processus de réforme et d'ouverture de l'économie chinoise (Li et Ding, 2003; Heckman et Li, 2003; Zhang et coll., 2005). Par conséquent, durant la première étape de la réforme, le creusement des inégalités salariales était principalement attribuable à une mise en accord avec le rendement réel du capital humain. Pour résumer, la réforme du marché du travail a amené dans un premier temps la population à «s'enrichir ensemble», même si certains se sont enrichis plus vite que d'autres.

Dans la deuxième étape, après 1996, la restructuration de l'emploi s'est accentuée. Les travailleurs ont vu leur statut d'emploi se différencier, le taux d'activité n'a cessé de diminuer et le taux de chômage a rapidement augmenté. Ainsi, le chômage enregistré des citoyens a continuellement progressé après 1997 (figure 11). Compte tenu de la restructuration radicale du marché de l'emploi, et du creusement des écarts de revenus entre les travailleurs qui ont pu conserver leur emploi et ceux qui ont été licenciés, les inégalités salariales ont également augmenté dans les villes. Une partie des travailleurs licenciés sont devenus des citoyens pauvres (Meng, Gregory et Wang, 2005).

Comme nous l'avons vu, bien que la réforme radicale du marché du travail au milieu des années 1990 ait contribué à l'émergence d'un modèle de croissance fondé sur le faible coût du travail et une économie largement tournée vers l'exportation, les travailleurs ont vu leur statut se dégrader en raison de la concurrence accrue sur le marché de l'emploi. Les inégalités de revenus se sont creusées, et la part des revenus du travail, rapportée au revenu national, a diminué depuis 1996 (voir figure 15)¹³.

¹³ La part du travail dans le revenu national avant et après 2008 n'est pas comparable parce que la crise économique a réduit la part du capital et les recettes du gouvernement (d'où le manque de données pour 2008-09 dans la figure 15).

Figure 15. Part des revenus du travail dans le revenu national, 1987-2007 (%)



Notes: 1) Le PIB calculé en fonction des revenus représente la somme des éléments suivants: revenus des travailleurs, taxes nettes sur la production, amortissement des actifs fixes et surplus d'exploitation. Nous définissons la part des revenus du travail comme la proportion de la rémunération des travailleurs par rapport au PIB calculé en fonction des revenus. La part des revenus du travail au niveau national est une moyenne de la part des revenus du travail dans chaque province, en pondérant le PIB de cette dernière en fonction du PIB de l'ensemble des provinces.

2) Dans les statistiques de la Chine, les revenus tirés d'un emploi indépendant sont compris dans les revenus du travail, tandis que, dans la plupart des pays, ils sont partiellement considérés comme un revenu du capital. En conséquence, la part du travail rapportée au revenu national en Chine est surestimée par rapport aux normes internationales. La définition des revenus tirés d'un emploi indépendant a été alignée sur les normes internationales, ce qui explique la chute importante de la part du travail en 2004.

Sources: *China Statistical Yearbook* (diverses années), Bureau national de la statistique et calculs des auteurs.

La réforme du marché du travail en Chine s'est inscrite dans un contexte de plus en plus mondialisé et ouvert, où les prix du capital et de la connaissance sont fixés au niveau mondial. Mais les travailleurs, notamment non qualifiés, ne peuvent pas franchir librement les frontières, de telle sorte qu'ils en sont réduits à se faire concurrence sur le marché intérieur. De surcroît, il existe encore en Chine une offre abondante de main-d'œuvre non qualifiée, dont la rémunération est fixée librement par les forces d'un marché fortement concurrentiel. Actuellement, les droits des travailleurs sont mal protégés en Chine, en raison du cadre institutionnel de la concurrence sur le marché du travail, de la faiblesse des syndicats et de la concurrence que se livrent les gouvernements locaux. Le processus de mondialisation se caractérise par une association sans précédent de capitaux et de connaissances au niveau international, tandis que les travailleurs pâtissent d'un rapport de forces désavantageux. Si les autorités chinoises ne modifient pas fondamentalement le cadre institutionnel du marché du travail, il leur sera difficile d'atténuer rapidement les inégalités salariales croissantes. L'ouverture de l'économie profite davantage aux zones urbaines qu'aux régions rurales, ce qui creuse encore les écarts de revenus (Lu et Chen, 2006; Lu, Chen et Wan, 2005; Wan, Lu et Chen, 2006). Des études empiriques sur les inégalités régionales de

revenus démontrent que le processus d'ouverture de l'économie avantage plus les zones côtières que la Chine continentale. Si l'on prend pour barème l'investissement direct étranger et le commerce international, la mondialisation contribue à près de 20 pour cent des inégalités de revenus entre les régions, et cette proportion augmente régulièrement (Wan, Lu et Chen, 2007).

Effets du creusement des inégalités de revenus

Les conséquences négatives du creusement des écarts de revenus ont été largement ignorées avant la crise de 2008, parce que la Chine semblait en mesure de maintenir un fort taux de croissance économique. De fait, elle a connu de 2003 à 2007 une croissance supérieure à 10 pour cent; toutefois, la crise ayant amputé le pouvoir d'achat des pays développés, et en l'absence d'une demande permettant d'absorber sa surcapacité de production, elle ne peut plus maintenir ce rythme de croissance.

En outre, le creusement des écarts de revenus peut nuire au potentiel de croissance d'une économie, à court et long termes. Généralement, il existe quatre raisons qui expliquent pourquoi un creusement des écarts de revenus peut entraver la croissance économique. Tout d'abord, lorsque le marché du crédit est imparfait, le nombre de personnes pauvres aux prises avec des problèmes d'endettement peut augmenter, ce qui les incite à réduire leurs investissements en capital physique et humain (voir Galor et Zeira, 1993; Fishman et Simhon, 2002). Deuxièmement, dans une société démocratique, un plus grand nombre de personnes sont favorables à l'adoption de politiques de redistribution, qui supposent des hausses d'impôt, elles-mêmes peu propices à la croissance économique; cette thèse est notamment soutenue par Alesina et Rodrik (1994), Persson et Tabellini (1994) et Bénabou (1996). En troisième lieu, un accroissement des inégalités de revenus peut entraîner des troubles sociaux et politiques, préjudiciables au climat d'investissement, et provoquerait donc une augmentation des ressources allouées à la protection de la propriété, et une baisse de l'accumulation des investissements productifs (voir Benhabib et Rustichini, 1996). Enfin, les familles à faible revenu ont généralement un taux de fécondité plus élevé et investissent moins dans le capital humain; une augmentation des inégalités de revenus, et donc du nombre de familles à faibles revenus, conduirait à une baisse globale du niveau d'instruction et pourrait compromettre la croissance économique (De la Croix et Doepke, 2004).

Des études antérieures générales sur les inégalités et la croissance en Chine sont révélatrices. Utilisant des données recueillies dans les villages lors d'une enquête, vaste et approfondie, menée auprès de ménages chinois, Benjamin, Brandt et Giles (2004) ont examiné la relation entre les inégalités et la croissance économique, mais ils n'ont trouvé aucune preuve démontrant que les inégalités feraient obstacle à la croissance, et concluent qu'il pourrait exister à long terme une relation négative entre ces deux éléments. En outre, Wan, Lu et Chen (2006) ont constaté un lien direct entre les inégalités et l'investissement en Chine, et que celles-ci favorisent quelque peu l'accumulation du capital

humain; toutefois, les inégalités ont un effet cumulatif négatif sur la croissance, car ses effets négatifs sur l'investissement l'emportent sur son effet positif en matière d'éducation. Leurs résultats empiriques démontrent que, si le rapport entre le revenu par habitant des zones urbaines et rurales diminue d'un point, le taux de croissance augmenterait de 3,8 points de pourcentage.

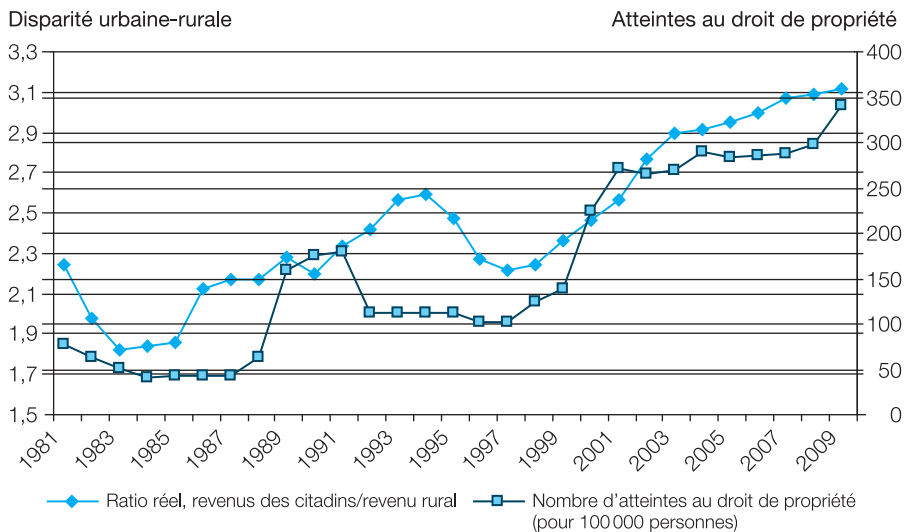
Outre leur effet sur la croissance économique, les inégalités de revenus ont également des effets préjudiciables sur le développement. Comme l'indique la figure 16, les inégalités peuvent s'accompagner d'un accroissement des troubles sociaux et de la criminalité. Plus concrètement, on a constaté des tendances similaires dans les régions urbaines et rurales en ce qui concerne le rapport entre le revenu par habitant et les atteintes à la propriété, durant les années suivant la réforme.

Les études existantes confirment également une corrélation entre la réduction de la pauvreté et les inégalités de revenus. S'appuyant sur des données concernant les provinces du Sichuan et du Shaanxi, Zhang, Huang et Rozelle (2003) concluent que la réduction du taux de pauvreté s'explique principalement par la croissance économique, et que les politiques de lutte contre la pauvreté adoptées en Chine n'ont produit que peu d'effets. Yao, Zhang et Hammer (2004) ont constaté un lien significatif entre la pauvreté et les inégalités. Selon leurs estimations, si le coefficient de Gini augmente de 10 pour cent, la pauvreté en milieu urbain augmenterait d'environ 15 ou 30 pour cent, selon qu'on utilise le seuil de pauvreté élevé ou faible. Les augmentations correspondantes concernant la pauvreté dans les zones rurales se chiffrent à environ 21 et 35 pour cent respectivement, ce qui implique que le ratio de pauvreté est plus influencé par la répartition des revenus dans les zones rurales qu'en milieu urbain.

Les inégalités peuvent aussi avoir des répercussions sur la santé publique. Se fondant sur les données individuelles du China Health and Nutrition Survey, Li et Zhu (2006) ont mis en évidence une relation en forme de U inversé entre l'état de santé déclaré et les inégalités de revenus. Leurs résultats démontrent également que le creusement des inégalités peut augmenter la probabilité qu'une personne adopte des comportements nocifs à la santé comme le tabagisme et l'abus d'alcool. Feng et Yu (2007) ont également observé une relation en U inversé entre les inégalités de revenus et la santé en Chine rurale.

Certaines études mettent en rapport le bien-être et la confiance de la population avec les inégalités de revenus. S'appuyant sur les données du Chinese Household Income Project Survey de 2002, Jiang, Lu et Sato (2008) ont examiné l'incidence des inégalités sur le sentiment de bien-être déclaré par les répondants. Leurs résultats révèlent que les migrants non enregistrés (*hukou*) souffrent davantage de l'écart de revenu moyen entre migrants et citoyens que les citoyens ou les personnes ayant acquis le statut de résident urbain. Quant à la confiance de la population, Lu et Zhang (2007) ont identifié certains éléments de preuve, indiquant que les inégalités de revenus au niveau des villages portent atteinte à la confiance de la population rurale (ils émettent toutefois des réserves quant à la robustesse de leurs résultats, pour des raisons méthodologiques).

Figure 16. Inégalités de revenus et atteintes au droit de propriété, 1981-2009



Note: les revenus en milieu urbain et rural ont été ajustés à la baisse en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC) urbain et rural, respectivement, sauf pour les périodes 1981-1984 et 1986-1989, pour lesquelles l'IPC n'était pas disponible.

Sources: China Statistical Yearbook 2010, China Statistical Abstract 2010 et calculs des auteurs.

Les inégalités de revenus entravent également la mobilité économique. Se fondant sur les données du China Health and Nutrition Survey, Ding et Wang (2008) ont mesuré la mobilité économique des ménages en Chine de 1989 à 2000, et conclu qu'elle s'y est maintenue à un niveau relativement élevé durant ces onze années, par rapport à la mobilité économique mesurée en Allemagne de l'Ouest, en Belgique et aux Etats-Unis – pays où la mobilité économique est bien plus forte qu'en Europe –, décrite par Van Kerm (2004). Cela explique peut-être pourquoi la stabilité en Chine et aux Etats-Unis n'est pas compromise par de graves crises sociales, alors que les inégalités de revenus sont statistiquement élevées dans ces deux pays. Toutefois, si l'on intègre dans cette analyse certains facteurs non marchands, d'ordre social et politique, l'indice de mobilité économique observé pourrait diminuer en Chine. Wang (2005) a déjà fait état de cette tendance défavorable, qui mérite d'être examinée attentivement; s'appuyant sur des données concernant la période 1989-1997 en Chine, il a démontré que, si globalement la mobilité économique contribue à équilibrer la répartition des revenus entre les ménages à toutes les époques, son effet a diminué de façon significative dans les années 1990, ce qui implique un déclin de la mobilité économique.

Conclusions

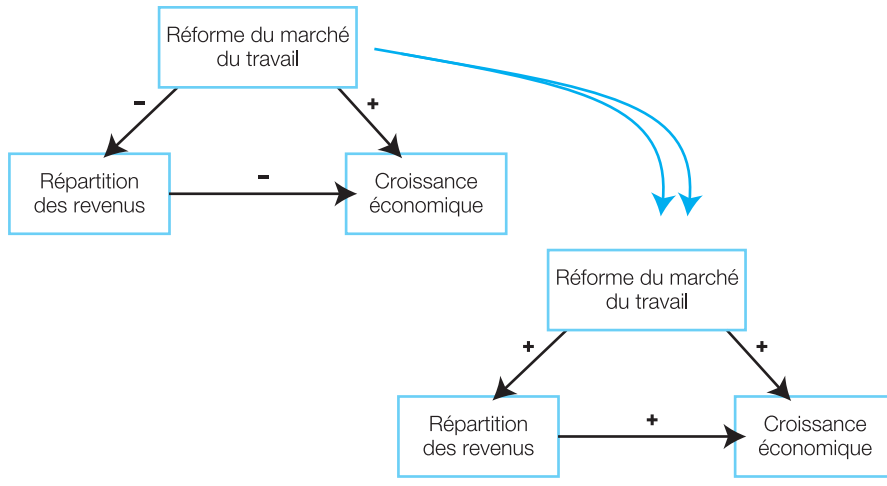
Les effets de la crise économique de 2008 sur l'économie chinoise s'expliquent en grande partie par sa stratégie axée sur les exportations et le fort taux d'épargne.

La dépendance de l'économie par rapport aux exportations est induite par le faible coût du travail, tandis que le taux d'épargne élevé résulte de l'inégalité croissante des revenus. Ces deux phénomènes sont le fruit de la réforme du marché du travail initiée dans les années 1980, qui s'est accélérée au milieu des années 1990. Si l'on scinde la réforme du marché du travail en deux phases, dont le licenciement massif des travailleurs excédentaires des entreprises publiques en 1996 constituerait le tournant, la croissance économique chinoise peut également se diviser en deux périodes. Durant la première étape, de 1986 à 1996, les sources de revenus de la population se sont diversifiées, la croissance économique résultait principalement de l'introduction de la concurrence, et la réforme du marché du travail n'a été appliquée que lentement et progressivement afin d'éviter les désordres sociaux. Dans la deuxième phase, après 1996, la restructuration du marché de l'emploi a été beaucoup plus radicale et les entreprises publiques ont procédé à des licenciements massifs de travailleurs. La réforme du marché du travail a encore intensifié la concurrence, favorisant ainsi l'efficacité, mais aggravant du même coup les inégalités de revenus. Parallèlement, l'exode rural s'est accéléré; les industries à haute intensité de travail ont pu ainsi bénéficier d'une main-d'œuvre abondante depuis le milieu des années 1990. La juxtaposition de la mondialisation et de l'urbanisation a eu pour résultat d'infléchir le rapport de forces sur le marché du travail chinois, au détriment des travailleurs; ainsi, la part des revenus tirés du travail en Chine a diminué par rapport au revenu national global, suivant en cela la tendance mondiale constatée dans de nombreux pays. Le modèle de développement chinois, à savoir une forte croissance accompagnée de profondes inégalités, est sérieusement remis en cause par la crise économique récente.

La figure 17 représente les deux étapes de la relation triangulaire entre réforme du marché du travail, répartition des revenus et croissance économique. Le premier triangle reflète la situation actuelle en Chine, à savoir: la réforme du marché du travail améliore directement la croissance économique, mais aggrave concurremment les inégalités de revenus, qui en retour entravent cette croissance. Une stratégie de réforme du marché du travail menée raisonnablement permettrait de combler les inégalités de revenus et contribuerait ainsi à la réalisation de l'objectif final, soit la croissance économique. Cette réforme permettrait de faire évoluer le mode de croissance économique, qui ne serait plus fondé sur le faible coût de la main-d'œuvre, mais viserait plutôt à promouvoir la productivité et l'harmonie sociale. La crise économique de 2008 constitue précisément une incitation à œuvrer en ce sens. Bien que les forces institutionnelles qui aggravent les écarts de revenus soient encore à l'œuvre, la redéfinition de cette relation triangulaire pourrait constituer un objectif politique du gouvernement chinois, en vue d'établir une société harmonieuse et de soutenir la croissance économique.

La loi de 2007 sur le contrat de travail, entrée en vigueur en 2008, à la veille de la crise économique, contraint les employeurs à fournir des contrats de travail à leurs salariés et à leur assurer une protection sociale. Cette loi, qui majorait à divers degrés le coût du travail, a suscité de vifs débats dans le pays, sans parler des

Figure 17. Relation triangulaire entre réforme du marché du travail, répartition des revenus et croissance économique



problèmes de mise en application¹⁴. Toutefois, hormis le moment malencontreux de son entrée en vigueur – alors que l'économie était sur le point d'être touchée par la crise, ce qui a exercé de fortes pressions sur les entreprises chinoises, notamment celles qui sont très tributaires des exportations –, la loi de 2007 sur le contrat de travail peut être considérée comme un signal fort : l'annonce d'un changement institutionnel dans le cadre plus général du modèle de croissance de la Chine. Une croissance qui dépendrait moins des exportations pour se fonder sur la consommation intérieure. Comme nous l'avons avancé tout au long de cet article, cela ne pourrait qu'être profitable à une croissance inscrite dans la durée.

Références

- Alesina, Alberto; Rodrik, Dani. 1994: «Distributive politics and economic growth», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 109, n° 2, pp. 465-490.
- Bénabou, Roland. 1996: «Inequality and growth», dans l'ouvrage publié sous la direction de Ben S. Bernanke et Julio J. Rotemberg: *NBER Macroeconomics Annual 1996*, vol. 11 (Boston, MIT Press), pp. 11-92.
- Benhabib, Jess; Rustichini, Aldo. 1996: «Social conflict and growth», *Journal of Economic Growth*, vol. 1, n° 1, pp. 125-142.
- Benjamin, Dwayne; Brandt, Loren; Giles, John. 2004: *Inequality and growth in rural China: Does higher inequality impede growth?*, IZA Discussion Paper No. 2344 (Bonn, Institute for the Study of Labor), disponible à l'adresse <http://homes.chass.utoronto.ca/~brandt/recentpapers/IZA_BBG.pdf> [consulté le 17 mai 2011].

¹⁴ Voir, par exemple, Zhikai Wang: «Le régime de sécurité sociale des travailleurs migrants en Chine», dans ce numéro de la *Revue internationale du Travail*.

- Bureau national de la statistique. 2010a: *China Labour Statistical Yearbook 2010* (Beijing, China Statistics Press).
- . 2010b: *China Population and Employment Statistical Yearbook 2010* (Beijing, China Statistics Press).
- . Diverses années: *China Statistical Yearbook* (Beijing, China Statistics Press).
- . Diverses années: *China Statistical Abstract* (Beijing, China Statistics Press).
- Cai, Fang; Wang, Meiyang. 2004: «Zhongguo Chengzhen Laodong Canyulü de Bianhua jiqi Zhengce Hanyi» (L'évolution du taux d'activité dans les zones urbaines en Chine et ses conséquences), *Zhongguo Shehui Kexue* (Sciences sociales en Chine), n° 4, pp. 68-79.
- Chen, Binkai; Lu, Ming; Zhong, Ninghua. 2010: «Huji Zhiyue xia de Jumin Xiaofei» (La consommation des ménages freinée par le système *Hukou*), *Jingji Yanjiu* (Revue de recherches économiques), *Xiaofei Jinrong Zhuanji* (Numéro spécial sur les finances des consommateurs), pp. 62-71.
- Chen, Zhao; Wan, Guanghua; Lu, Ming. 2010: «Hangyejian Bupingdeng: Riyi Zhongyao de Chengzhen Shouruchaju Chengyin – Jiyou Huiguifangcheng de Fenjie» (Ecart des salaires intersectoriels: un facteur important des inégalités de revenus des citoyens en Chine), *Zhongguo Shehui Kexue* (Sciences sociales en Chine), n° 3, pp. 65-76.
- China Daily*. 2009: «Should I stay or should I go», 11 février, p. 7.
- De La Croix, David; Doepke, Matthias. 2004: «Inequality and growth: Why differential fertility matters», *American Economic Review*, vol. 93, n° 4, pp. 1091-1113.
- Ding, Ning; Wang, Yougui. 2008: «Household income mobility in China and its decomposition», *China Economic Review*, vol. 19, n° 3, pp. 373-380.
- Feng, Jin; Yu, Yangyang. 2007: «Zhongguo Nongcun de Shouru Chaju yu Jiankang» (Inégalité des revenus et santé en milieu rural en Chine), *Jingji Yanjiu* (Revue de recherches économiques), n° 1, pp. 79-88 [résumé en anglais disponible à l'adresse <http://en.cnki.com.cn/Article_en/CJFDTOTAL-JJYJ200701006.htm>, consulté le 17 mai 2011].
- Fishman, Arthur; Simhon, Ari. 2002: «The division of labor, inequality and growth», *Journal of Economic Growth*, vol. 7, n° 2, pp. 117-136.
- Galor, Oded; Zeira, Joseph. 1993: «Income distribution and macroeconomics», *Review of Economic Studies*, vol. 60, n° 1, janvier, pp. 35-52.
- Heckman, James J.; Li, Xuesong. 2003: *Selection bias, comparative advantage and heterogeneous returns to education: Evidence from Chinese in 2000I*, NBER Working Paper No. 9877 (Cambridge, National Bureau of Economic Research) [version chinoise publiée dans *Jingji Yanjiu* (Revue de recherche économique), 2004, n° 4, pp. 91-99].
- Jiang, Shiqing; Lu, Ming; Sato, Hiroshi. 2008: *Happiness in the dual society of urban China: Hukou identity, horizontal inequality and heterogeneous reference*, LICOS Discussion Paper Series No. 226/2008 (Louvain, Université catholique), disponible à l'adresse <www.econ.kuleuven.ac.be/licos/DP/DP2008/DP223.pdf> [consulté le 17 mai 2011].
- Lewis, W. Arthur. 1954: «Economic development with unlimited supplies of labour», *The Manchester School*, vol. 22, n° 2, pp. 139-191.
- Li, Hongbin; Zhou, Li-An. 2005: «Political turnover and economic performance: The incentive role of personnel control in China», *Journal of Public Economics*, vol. 89, n° 9-10, pp. 1743-1762.
- ; Zhu, Yi. 2006: «Income, income inequality and health: Evidence from China», *Journal of Comparative Economics*, vol. 34, n° 4, pp. 668-693.
- Li, Shi. 2008: «Suoxiao Shouruchaju Xu Pochu Bumen Longduan» (Il faut abolir les monopoles de clans pour réduire les inégalités de revenus), *Liaowang Dongfang Zhoukan* (Oriental Outlook), 24 novembre, pp. 28-29.
- ; Ding, Sai. 2003: «Zhongguo Chengzhen Jiaoyu Shouyilü de Changqi Biandong Qushi» (L'évolution à long terme de l'avantage privé lié à l'éducation pour les citoyens en Chine), *Zhongguo Shehui Kexue* (Sciences sociales en Chine), n° 6, pp. 58-72.
- Liu, Xuejun; Zhao, Yaohui. 2009: «Laodongli Liudong dui Chengshi Laodongli Shichang de Yingxiang» (Les conséquences de la migration sur le marché du travail urbain), *Jingjixue Jikan* (China Economic Quarterly), n° 2, pp. 693-710.

- Lu, Ming; Chen, Zhao. 2006: «Urbanization, urban-biased policies and urban-rural inequality in China, 1987-2001», *Chinese Economy*, vol. 39, n° 3, mai-juin, pp. 42-63 [version antérieure publiée en chinois dans *Jingji Yanjiu* (Revue de recherche économique), 2004, n° 6, pp. 50-58].
- ; —; Wan, Guanghua. 2005: «Equality for the sake of growth: The nexus of inequality, investment, education and growth in China», *Jingji Yanjiu* (Revue de recherche économique), n° 12, pp. 4-14 [un résumé en anglais est disponible à l'adresse <http://en.cnki.com.cn/Article_en/CJFDTOTAL-JJYJ200512001.htm>, consulté le 17 mai 2011].
- ; Gao, Hong. 2009: *When globalization meets urbanization: Labor market reform, income inequality, and economic growth in the People's Republic of China*, ADBI Working Paper No. 162 (Tokyo, Asian Development Bank Institute).
- ; Zhang, Shuang. 2007: *Leaving the land, but not their hometown? Public trust and labor migration in rural China* (Shanghai, Fudan University), disponible à l'adresse <<http://www.cerdi.org/uploads/sfCmsContent/html/203/MingLu.pdf>> [consulté le 1^{er} juin 2011, version en chinois publiée dans *Shijie Jingji Wenhui* (World Economic Papers), 2008, n° 4, pp. 77-87].
- Meng, Xin; Gregory, Robert; Wang, Youjuan. 2005: «Poverty, inequality, and growth in urban China, 1986-2000», *Journal of Comparative Economics*, vol. 33, n° 4, pp. 710-729.
- ; Kidd, Michael P. 1997: «Labor market reform and the changing structure of wage determination in China's state sector during the 1980s», *Journal of Comparative Economics*, vol. 25, n° 3, pp. 403-421.
- Ministère du commerce. 2010: *China Commerce Yearbook 2010* (Beijing, China Commerce and Trade Press), disponible à l'adresse <www.yearbook.org.cn/english/yearbook_view/2010/2010contents.htm> [consulté le 17 mai 2011].
- Mundell, Robert. 1962: «The appropriate use of monetary and fiscal policy for internal and external stability», *IMF Staff Papers*, vol. 9, n° 1, mars, pp. 70-79.
- Persson, Torsten; Tabellini, Guido. 1994: «Is inequality harmful for growth? Theory and evidence», *American Economic Review*, vol. 84, n° 3, pp. 600-621.
- Qian, Yingyi; Weingast, Berry R. 1997: «Federalism as a commitment to preserving market incentives», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 11, n° 4, pp. 83-92.
- Ravallion, Martin. 1998: «Does aggregation hide the harmful effects of inequality on growth?», *Economics Letters*, vol. 61, n° 1, pp. 73-77.
- ; Chen, Shaohua. 2007: «China's (uneven) progress against poverty», *Journal of Development Economics*, vol. 82, n° 1, pp. 1-42.
- Setser, Brad; Pandey, Arpana. 2009: *China's \$1.7 trillion bet: China's external portfolio and dollar reserves*, CFR Working Paper (New York, Council on Foreign Relations), disponible à l'adresse <www.cfr.org/content/publications/attachments/CGS_WorkingPaper_6_China.pdf> [consulté le 29 mars 2011].
- Stevenson, Cliff. 2007a: *Global Trade Protection Report 2007 – Data and analysis. A review of global trade protection activity (anti-dumping, countervailing duty and safeguards) covering the whole of 2006*, disponible à l'adresse <[www.antidumpingpublishing.com/uploaded/documents/CSDocuments/GTP%202007%20\(amended\).pdf](http://www.antidumpingpublishing.com/uploaded/documents/CSDocuments/GTP%202007%20(amended).pdf)> [consulté le 16 mai 2011].
- .2007b. *Global Trade Protection Report 2007 – Update 18 October 2007: A review of global trade protection activity (anti-dumping, countervailing duty and safeguards) for the first six months of 2007*, disponible à l'adresse <[www.antidumpingpublishing.com/uploaded/documents/CSDocuments/GTP%202007%20\(update%20Oct%202007\).pdf](http://www.antidumpingpublishing.com/uploaded/documents/CSDocuments/GTP%202007%20(update%20Oct%202007).pdf)> [consulté le 16 mai 2011].
- The Economist*. 2007: «China's economy. How fit is the panda?», vol. 384, n° 8548, 19 sept.- 5 oct.
- Van Kerm, Philippe. 2004: «What lies behind income mobility? Reranking and distributional change in Belgium, western Germany and the USA», *Economica*, vol. 71, n° 282, pp. 223-239.
- Wan, Guanghua; Lu, Ming; Chen, Zhao. 2007: «Globalization and regional income inequality: Empirical evidence from within China», *Review of Income and Wealth*, vol. 53, n° 1, pp. 35-59.
- ; —; —.2006: «The inequality-growth nexus in the short and long run: Empirical evidence from China», *Journal of Comparative Economics*, vol. 34, n° 4, pp. 654-667.

- Wang, Haigang. 2005: «Zhongguo Jumin Jiating de Shouru Biandong jiqi dui Changqi Pingdeng de Yingxiang» (Mobilité des revenus des ménages et son effet égalitaire sur le revenu à long terme en Chine), *Jingji Yanjiu* (Revue de recherches économiques), n° 1, pp. 56-66.
- Yang, Rudai; Zhu, Shi'e. 2007: «Gongping yu Xiaolü Buke Jiande ma? Jiyu Jumin Bianji Xiaofei Qinxiang de Yanjiu» (L'équité et l'efficacité peuvent-elles cohabiter? Etudes sur la propension marginale à consommer en Chine), *Jingji Yanjiu* (Revue de recherches économiques), n° 12, pp. 46-58.
- Yao, Shujie; Zhang, Zongyi; Hanmer, Lucia. 2004: «Growing inequality and poverty in China», *China Economic Review*, vol. 15, n° 2, pp. 145-163.
- Yue, Changjun; Hua, Ping. 2002: «Does comparative advantage explains export patterns in China?», *China Economic Review*, vol. 13, n° 2-3, pp. 276-296.
- Zhang, Junsen; Zhao, Yaohui; Park, Albert; Song, Xiaoqing. 2005: «Economic returns to schooling in urban China, 1988 to 2001», *Journal of Comparative Economics*, vol. 33, n° 4, pp. 730-752.
- Zhang, Linxiu; Huang, Jikun; Rozelle, Scott. 2003: «China's war on poverty: Assessing targeting and the growth impacts of poverty programs», *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, vol. 1, n° 3, pp. 301-317.